

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Benoît Géniaut : La transaction et ses évolutions jurisprudentielles récentes

Emploi

Laure Camaji : Le délitement de la logique salariale de l'assurance-chômage. Analyse des conditions d'indemnisation des chômeurs issues du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019

Christine Erhel : Le CDD en France, un changement de composition et d'usage depuis les années 2000 ?

COVID-19 et droit du travail

Claire Gallon : De Lille à Nanterre en passant par Versailles : les points cardinaux du droit à la sécurité en temps d'épidémie

Alain Leduc et Paul Massamba-Débat : Le système de protection du travailleur en situation de danger grave et imminent

Déclaration commune CGT- SUD-FSU-FO-CNT sur les attaques du Ministère portées contre l'inspection du travail

Thomas Dessalles : Refonder l'inspection du travail

Yves Saint-Jours n'est plus – par Laurent Milet

L'hommage du collectif « Femmes mixité » de la CGT à Emmanuelle Boussard-Verrecchia

JURISPRUDENCE

Le contrôle du licenciement consécutif au refus d'un accord de mobilité interne exclusif de toute appréciation sur l'importance de la réorganisation envisagée

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 décembre 2019 – Note **Isabelle Meyrat** (p.383)



MAI 2020

Doctrine

La transaction et ses évolutions jurisprudentielles récentes par **Benoît Géniaut**, Maître de conférences en droit privé, Université de Bourgogne Franche-Comté, CRJF 277

Le délitement de la logique salariale de l'assurance chômage – Analyse des conditions d'indemnisation des chômeurs issues du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 par **Laure Camaji**, Maîtresse de conférences à l'Université Paris-Saclay 284

Les CDD en France : un changement de composition et d'usage depuis les années 2000 ? par **Christine Erhel**, Professeure au CNAM, membre du LIRSA, directrice du CEET 300

De Lille à Nanterre en passant par Versailles, les points cardinaux du droit à la sécurité en temps d'épidémie – Note sous TJ Lille, Ordonnances du 3 avril 2020, n° 20/00380, et du 14 avril 2020, n° 20/00396 – TJ Nanterre, Ordonnance du 14 avril 2020, n° 20/00503 et CA Versailles, Arrêt du 24 avril 2020, n° 20/01993 305

SANTÉ AU TRAVAIL – Épidémie Covid19 – Référé – Obligation de sécurité et de prévention de la santé – Risque biologique – Document unique d'évaluation des risques – Inspection du travail.

Annexe n° 1 : **Tribunal judiciaire de Lille (Référé) 3 avril 2020** (n° RG 20/00.380) 312

Annexe n° 2 : **Tribunal judiciaire de Lille (Référé) 14 avril 2020** (n° RG 20/00.386) 323

Annexe n° 3 : **Tribunal judiciaire de Nanterre (Référé) 14 avril 2020** (n° RG 20/00.503) 333

Annexe n° 4 : **Cour d'appel de Versailles (14^e chambre) 24 avril 2020** (RG n° 20/01993) 341

Le système de protection du travailleur en situation de danger grave et imminent – Primauté de la liberté d'entreprendre sur le droit à la santé ? par **Alain Ieduc** et **Paul Massamba-Débat**, Anciens inspecteurs et anciens directeurs adjoints du travail 349

Refonder l'inspection du travail par **Thomas Dessalles**, Inspecteur du travail, syndicaliste CGT du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du Dialogue social 375

Hommage

Yves Saint-Jours n'est plus par **Laurent Milet**, Rédacteur en chef de la RPDS, Membre du comité de rédaction du Droit Ouvrier 380

Hommage à Emmanuelle Boussard-Verrecchia pour la CGT, **Le collectif « Femmes mixité » de la CGT** 381

Document

Déclaration commune des syndicats de l'inspection du travail CGT-SUD-FSU-FO-CNT sur les attaques du Ministère portées contre l'inspection du travail 382

Jurisprudence

EMPLOI – Conventions et accords collectifs – Loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi – Accord de mobilité interne – Mesures collectives d'organisation courantes – Réorganisation exclusive d'une réduction d'effectifs – Licenciement consécutif au refus de l'application des stipulations de l'accord – Licenciement économique individuel.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 décembre 2019 (p. n° 18-13.599) 383

Note **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise 385

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom : Prénom :

Profession ou fonctions (facultatif) :

.....

.....

Code postal : Ville :

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**
Étranger : **137 euros**
Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution,
l'envoi de la jurisprudence à :

de préférence par mail : droitouvrier@cgt.fr,

à défaut : Secteur DLAJ Droit Ouvrier 263 rue de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX

Tél.: 01 55 82 82 11